



SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020
DECISION N° 2020-040- DB

Date d'affichage : 21 février 2020		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	4	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	
Nombre de votants :	22	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (4)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		Absent(s) : (0)

CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PRESTATIONS ENTRE LA MÉDIATION DE L'EAU ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Le code de la consommation impose désormais depuis le 1er janvier 2016 au professionnel de garantir au consommateur le recours effectif et gratuit à un médiateur de la consommation.

En ce qui concerne les services publics d'eau et d'assainissement, les professionnels sont les opérateurs de ces services qu'ils soient gérés en régie, sous forme de Société Publique Locale (SPL), Société d'Economie Mixte (SEM) ou encore en Délégation de Service Public (DSP).

Le professionnel doit informer le consommateur qu'il a la possibilité, en cas de litige, de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation et doit lui communiquer les coordonnées du médiateur dont il relève.

La Médiation de l'eau, association créée en octobre 2009 dont les membres institutionnels sont l'AMF, l'AdCF, la FNCCR, Villes de France, la FP2E, la FNCCR-FEP, la FDEI et la FedEPL, a pour but de fournir un support logistique au médiateur de l'eau pour régler amiablement les litiges de consommation se rapportant à l'exécution du service public de distribution d'eau potable et/ou d'assainissement des eaux usées nées entre un consommateur et son service d'eau ou d'assainissement qu'il soit exécuté en gestion publique ou privée.

La Médiation de l'eau permet ainsi aux professionnels opérateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui en sont partenaires de remplir leurs obligations législatives et réglementaires en la matière par le recours au Médiateur de l'eau, médiateur de la consommation dûment habilité.

Pour devenir partenaire de la Médiation de l'eau, une convention de partenariat et de prestations est établie avec l'opérateur ou la collectivité. Cette convention définit les obligations de chacune des parties et entraîne l'application d'un barème de prestations comportant un abonnement annuel et un tarif forfaitaire en fonction des prestations effectuées, afin d'assurer l'autonomie financière de l'association.

La Médiation de l'eau étant compétente pour faciliter le règlement amiable des litiges de consommation de l'ensemble des abonnés, le professionnel doit préciser dans la convention s'il souhaite que le champ d'application de la médiation soit étendu ou non à tous les abonnés du service.

Il est proposé que les consommateurs, au sens du code de la consommation, c'est-à-dire les personnes physiques, bénéficient du dispositif de la Médiation de l'eau, les frais de traitement et d'instruction relatifs aux dossiers étant intégralement à la charge du professionnel selon le barème de l'association. Tous les autres abonnés, c'est-à-dire les personnes morales, bénéficient du dispositif de la Médiation de l'eau, après accord du demandeur d'une part, du professionnel d'autre part sur un partage pour moitié des frais de traitement et d'instruction relatifs aux dossiers selon le barème de l'association.

En passant cette convention avec la Médiation de l'eau, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, responsable et gestionnaire du service public de l'eau/de l'assainissement sur les communes gérées en régie garantit à tout consommateur relevant du service, le recours à un dispositif de règlement amiable des litiges prévu par le code de la consommation.

Au 1er janvier 2020, cela concerne les communes suivantes :

Eau potable	Assainissement collectif
Allonnes, Blou, Brain sur Allonnes, Courléon, Doué en Anjou (Doué la Fontaine), La Breille les Pins, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, Saint Philbert du Peuple, Vernantes, Vernoil le Fourrier, Vivy.	Blou, Dénézé sous Doué, Doué en Anjou (Brigné, Concourson sur Layon, Doué la Fontaine, Forges Saint Georges sur Layon, Les Verchers sur Layon), Gennes Val de Loire (Gennes, Grézillé, Les Rosiers sur Loire, Les Ulmes, Saint Georges des Sept Voies), Longué-Jumelles, Louresse Rochemenier, Mouliherne, Saint Philbert du Peuple, Tuffalun (Ambillou Château, Louerre), Vernantes, Vernoil le Fourrier.

La convention est conclue pour une durée indéterminée.

Pour l'année 2020 :

- ♦ Le nombre d'abonnés des communes gérées en régie, eau potable est de 15427, assainissement collectif est de 10057, soit un total de 25484 abonnés au 1^{er} janvier 2020,
- ♦ Le montant de l'abonnement sera de 506 €,
- ♦ Le barème des prestations rendues est le suivant :
 - saisine : 40 € HT,
 - instruction simple : 130 € HT,
 - instruction complète : 320 € HT.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, complétée et modifiée par la délibération n° 2017/154 du 22 juin 2017 ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 dite « loi consommation » ;

Vu l'article L.153-1 et L.156-1 à 3 et R.156-1 de l'ordonnance n°2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation ;

Vu le décret d'application n°2015-1382 du 30 octobre 2015 relatif à la médiation des litiges de la consommation ;

Considérant l'obligation incombant aux professionnels des services publics d'eau et d'assainissement de garantir au consommateur le recours effectif et gratuit à un dispositif reconnu de médiation de la consommation,

Considérant que Le Médiateur de l'eau satisfait aux exigences de qualité et remplit les conditions prévues à l'article L.153-1 du code de la consommation (devenu l'article L.613-1 suite à la refonte du code de la consommation) et figure sur la liste des Médiateurs notifiée à la Commission Européenne par la Commission d'Evaluation et de Contrôle de la médiation de la consommation,

Considérant que le Médiateur de l'eau garantit au consommateur le respect de certains critères de qualité tels que : diligence, compétence, indépendance, impartialité, transparence, efficacité et équité,

Aussi,

Il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat et de prestation de services avec la Médiation de l'eau, annexée à la présente délibération, permettant de garantir à tout consommateur relevant du service, le recours gratuit à un dispositif de règlement amiable des litiges prévu par le code de la consommation. Etant précisé que les communes concernées sont les suivantes :

Eau potable	Assainissement collectif
Allonnes, Blou, Brain sur Allonnes, Courléon, Doué en Anjou (Doué la Fontaine), La Breille les Pins, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, Saint Philbert du Peuple, Vernantes, Vernoil le Fourrier, Vivy.	Blou, Dénézé sous Doué, Doué en Anjou (Brigné, Concourson sur Layon, Doué la Fontaine, Forges Saint Georges sur Layon, Les Verchers sur Layon), Gennes Val de Loire (Gennes, Grézillé, Les Rosiers sur Loire, Les Ulmes, Saint Georges des Sept Voies), Longué-Jumelles, Lourdes Rochemenier, Mouliherne, Saint Philbert du Peuple, Tuffalun (Ambillou Château, Lourre), Vernantes, Vernoil le Fourrier.

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention et tout acte y afférant,

- **D'AUTORISER** le Président à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.8. Environnement
-------------------	------------------------------------	--------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »